



**PRÉFET
D'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE

Direction de la Citoyenneté

Bureau des Procédures Environnementales

Affaire suivie par : Tsiky HOBINDRAINNY

Tél : 02.37.27.70.67

mel : pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Arrêté préfectoral portant mise en demeure
Société des Établissements MARCHAIS (SODEM) implantée sur le territoire des
communes de Broué et Marchezais
N°ICPE : 0010000427**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1, L. 514-5 et R. 181-46 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 publié le 14 juillet suivant, nommant Monsieur Hervé JONATHAN, Préfet d'Eure-et-Loir ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2022 relatif à la mise à jour administrative des prescriptions applicables à l'établissement exploité par la Société Anonyme à conseil d'administration SODEM – Société des Établissements MARCHAIS Côté Est de la route départementale 21, sise 1, Place de la Madeleine à Broué ;

Vu les articles 1.2.1, 1.7.1 et 1.7.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2022 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 89-2024 du 03 octobre 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 27 mai 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, suite à la visite d'inspection du 3 avril 2024 ;

Vu le courrier en date du 17 juin 2024 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 8 juillet 2024 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement relatif à l'inspection du 23 septembre 2024, transmis à l'exploitant par courrier en date du 11 octobre 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 03 avril 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- présence d'un stockage d'environ 4 000 m³ de déchets végétaux de type coques de tournesol dans le bâtiment 10, non affecté à ce type de stockage suivant les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 16 février 2022,
- exploitation d'une activité de valorisation par granulation de ces déchets pour préparation de combustible alternatif à hauteur d'environ 100 t/j ;

Considérant que ces activités ne sont pas en cohérence avec la consistance des installations décrites dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2022 susvisé ;

Considérant que ces activités représentent une modification des conditions d'exploitation des installations qui n'a pas été portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente préalablement ou depuis leur installation au sein de l'établissement, tel que décrit à l'article L. 181-14 du Code de l'environnement ;

Considérant que ces modifications doivent être accompagnées d'une mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement afin de garantir que le stockage réalisé ne peut être à l'origine d'impacts sur les tiers et l'environnement ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.2.1, 1.7.1 et 1.7.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2022 susvisé ;

Considérant qu'au jour de la nouvelle visite d'inspection en date du 23 septembre 2024, l'exploitant n'a pas établi un porter à connaissance des modifications qu'il a apportées à ses installations, en application de l'article 1.7.1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 16 février 2022 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SODEM de respecter les prescriptions des articles 1.7.1 et 1.7.2 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2022 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir

ARRETE

Article 1 - La société SODEM, dont le siège social est situé sise 1, Place de la Madeleine à Broué – 28410, est, pour le site qu'elle exploite sur le territoire des communes de Broué et de Marchezais à la même adresse, mise en demeure de respecter, les dispositions des articles 1.7.1 et 1.7.2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 16 février 2022, en adressant à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir, dans un délai de 6 mois à notification du présent arrêté :

- un porter à connaissance des modifications apportées à ses installations permettant d'évaluer le caractère substantiel ou non substantiel de ces modifications, en application des articles L. 181-14 et du R. 181-46 du Code de l'environnement,
- une étude de dangers de l'établissement actualisée en prenant en compte les modifications associées au porter à connaissance précité.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux auprès du Préfet ou hiérarchique auprès du Ministre compétent qui interrompt le cours de ce délai.

Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 4 – Notifications – publications

1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement.

3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire et à Monsieur le Sous-préfet de Dreux.

Article 5 – Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARTRES, le

18 OCT. 2024

~~LE PRÉFET~~
~~Le Préfet~~
~~Pour le Préfet,~~
~~La Secrétaire Générale~~

Agnès BONJEAN

